

Pour fuir les tracasseries administratives, 1 200 groupes français ont choisi de s'installer en Grande-Bretagne. L'arrivée de la gauche risque d'accélérer le mouvement.

Par Jean-Marie Quémener

A trente-cinq ans, responsable d'une PME de vingt-cinq salariés, Info-Elec, Olivier Cadic se fait un plaisir d'envoyer promener les gens... Pour leur plus grand profit. « Allez voir ailleurs, dit-il à qui veut l'entendre, j'y suis ! »

Depuis neuf mois, il a délocalisé une partie de ses activités dans le Kent et ses vertes prairies, à deux heures de Paris par l'Eurostar. Son entreprise est donc venue grossir les rangs des mille deux cents groupes français installés en Angleterre.

— Il y a un an, se souvient-il, l'un de mes clients, un petit fabricant du Forez, s'est plaint devant moi des difficultés que lui causaient les prix cassés par des boîtes écossaises ou irlandaises. Ça a aiguisé ma curiosité et je suis allé voir sur place. Ensuite, j'ai réalisé une étude en Grande-Bretagne et j'ai découvert que si ma société enregistrait, en France, un résultat net, après impôts, de 400 000 F, elle aurait enregistré près de quatre fois plus outre-Manche. Pourquoi ? Principalement pour deux raisons : simplicité des procédures de création puis de gestion de l'entreprise, et différence de taux des charges patronales.

Impossible de courir vite avec un sac sur le dos

Le jeune homme décide alors de ne pas délocaliser sur la pointe des pieds mais, au contraire, de mettre les pieds dans le plat de la bureaucratie économique-sociale française. Avec un message qui a le mérite de la simplicité :

— Faites courir un 400 mètres à Marie-José Pérec avec un sac sur

Heureux comme un Français en Angleterre



Olivier Cadic : un de plus "là-bas"

« Je n'ai pas vu de différences entre Bérégofoy, Balladur et Juppé... Et je ne crois pas que j'en verrai avec Jospin. »

le dos... elle ira moins vite. Les entrepreneurs français ont actuellement, tous, un sac sur le dos. Et personne ne dit rien. Ceux qui le savent se taisent et soupirent quand on leur parle de chômage.

Grâce à son poste de vice-président de l'Association du groupement des fournisseurs de l'industrie électronique, Cadic entreprend de rameuter les foules et, dans la foulée, il monte une association : « La France libre... d'entreprendre ».

Lancée le 18 septembre dernier, en compagnie de responsables de Philips ou de Valéo, la structure propose à une cinquantaine d'adhérents de « donner une alternative aux chefs d'entreprise, aux cadres, aux salariés qui ont envie de se prendre par la main ». Traduction : faciliter les choses à tous ceux qui ont envie (ou besoin ?) de se faire la belle de l'autre côté de la Manche ou dans des pays plus propices à la liberté d'entreprendre.

— Si je considère que ce qu'il est de bon ton d'appeler le modèle français m'empêche de m'épanouir, récite Olivier Cadic... je fous le camp.

Pas n'importe où. Selon lui, quatre pays européens seulement méritent que l'on s'y expatrie : le

Portugal, la Grande-Bretagne, le Luxembourg et l'Irlande.

— Jamais je n'irai dire, en Angleterre, quelque chose qui va à l'encontre des intérêts de mon pays, précise toutefois notre chef d'entreprise. Cracher sur son propre pays à l'étranger, c'est, pour moi, de l'incivisme.

L'Angleterre accueille 30 % des investissements étrangers en Europe

Sur ce, Olivier Cadic sort de sa poche un portefeuille, épais de cartes diverses, et en retire une petite fiche, sur laquelle on peut lire *Tax Table*, repliée en trois volets de la taille d'une carte de crédit.

— Ça, explique-t-il aussitôt tout sourire et admiratif, c'est ce qu'il faut savoir en Grande-Bretagne pour créer son entreprise. Elle ne me quitte jamais.

Il ne semble pas le seul à posséder la petite carte plastifiée. Le Royaume-Uni reçoit actuellement presque un tiers (30 %) des investissements étrangers en Europe. La France n'en accueille que 18 %.

Trop contents de la publicité favorable donnée par un *froggy*

entreprenant, les Anglais se font, bien entendu, l'écho des louanges décernées par un Français au pays de Margaret Thatcher, car elles sont trop rares pour être boudées !

Certains pourtant s'interrogent sur les motivations profondes du petit *Frenchy*.

« Liberté, Egalité, Profitabilité », titrait, un tantinet moqueur, le *Financial Times* du 9 mai dernier.

— Bien sûr, réplique le principal intéressé, cette délocalisation nous permet de baisser nos coûts. Nos clients sont contents. Et c'est le client qui a raison. Je dois être compétitif. Ou nous acceptons un monde ouvert, ou nous nous créons notre propre mur de Berlin. Or, les Français ont une idée de la vie assez troublante : ils sont toujours d'accord pour partager l'argent des autres...

Quand on le questionne sur les hommes politiques français, il répond :

— Je n'ai pas vu de différences entre Bérégofoy, Balladur et Juppé... Et je ne crois pas que j'en verrai avec Jospin.

Mais qu'importe finalement, puisque Olivier Cadic envisage dans deux ans de réaliser presque les trois quarts de son activité « là-bas ». ●